

**ABONNEMENTS**  
Ville de Metz : 3,30 M.  
Alsace-Lorraine, Allemagne : 3,32 M.  
France : 3,36 M.  
En vente à PARIS : 1,10 M.  
A la Librairie Alsacienne-Lorraine, 1, rue de Mézière.

# Le Lorrain

**Rédaction et Administration :**  
14, RUE DES CLERCS, METZ - Téléphone N° 31  
**ANNONCES**  
La petite ligne : 20 Pl.  
**RÉCLAMES**  
La ligne : 50 Pl.  
Les annonces sont reçues aux bureaux du journal  
14, rue des Clercs, à Metz  
et dans toutes les Agences d'étranger.

## Un gros incident dans la querelle autour des syndicats chrétiens

On avait pu concevoir un instant l'espoir de voir enfin se terminer, en Allemagne, les regrettables querelles soulevées, parmi les catholiques allemands, par la question des syndicats. Hélas ! cet espoir n'existe plus. Il vient de se produire dans cette affaire un incident plus gros que tous les précédents.

En rendant compte, le mois dernier, du procès gagné à Cologne par les chefs des syndicats chrétiens contre des journaux anticatholiques, les journaux avaient signalé que le nouvel archevêque de Cologne, Mgr von Hartmann, avait, le 18 décembre, quelques jours auparavant, exhorté les directeurs des cercles ouvriers catholiques à soutenir l'œuvre des syndicats et à engager leurs membres à faire partie également des organisations syndicales chrétiennes. Cette déclaration avait fait quelque sensation : on avait, lors de l'élévation, assez récemment, de Mgr Hartmann, au siège archiepiscopal de Cologne, répandu le bruit que, sur la question syndicale, il ne suivrait pas les voies de son prédécesseur, le cardinal Fischer ; la déclaration dont nous parlons montrait que ce bruit n'était pas fondé.

En dépit de celle-ci, les adversaires des syndicats chrétiens interconfessionnels continuent à exiger que les travailleurs catholiques fassent uniquement partie des cercles ouvriers catholiques. La publication hebdomadaire intégriste *Vérité et Liberté*, dirigée par le comte d'Oppersdorf, a publié, dans son second numéro de cette année, un article dont l'auteur sommait Mgr von Hartmann de reconnaître publiquement qu'il a eu tort en faisant la déclaration que nous venons de rappeler. En même temps, cet organe s'associait à une attaque analogue de la *Feuille catholique du dimanche d'Autriche* contre Mgr Schulte, évêque de Paderborn ; le journal autrichien reprochait à ce prélat sa déposition dans le procès des chefs des syndicats chrétiens et ses efforts auprès des susdits chefs à l'effet de calmer leur émotion lors de la publication de l'Encyclique *Singulari Quadam* et des commentaires dont les intégristes entourèrent ce document de l'autorité romaine.

A l'exception des rares journaux intégristes, toute la presse catholique allemande avait réprouvé les attaques dirigées directement contre Mgr von Hartmann et Mgr Schulte par la *Feuille catholique du dimanche*. La *Germania*, notamment, qui paraît à Berlin, c'est-à-dire dans le diocèse catholique de Breslau, les avait condamnées énergiquement.

Que l'on juge après cela de l'étonnement quand on a vu, ces jours derniers, paraître dans l'organe du comte d'Oppersdorf une lettre du cardinal Kopp, d'où il résulte que ce dernier et un autre évêque, que le cardinal ne nomme pas, mais en qui tout le monde a reconnu tout de suite Mgr Korum, de Trèves, se séparent de tous leurs collègues allemands sur la question des syndicats chrétiens.

Le cardinal rappelle d'abord, il est vrai, que les évêques, en publiant l'Encyclique, se sont associés au vœu du Pape que « les instructions pontificales servent à conserver entre les ouvriers catholiques et non-catholiques la paix civile et cette concorde, sans laquelle la prospérité terrestre ne peut perdurer. » Il rappelle aussi que les évêques ont insisté sur les avertissements pontificaux tendant à obtenir qu'on s'abstienne d'accusations réciproques et qu'on suive la voie régulière en cas de désaccord, c'est-à-dire qu'on s'adresse aux autorités ecclésiastiques et non à l'opinion publique.

A la demande, continue le cardinal, des chefs des syndicats chrétiens à la veille du Congrès

d'Essen (novembre 1912) et pour mettre fin aux accusations de « domestication ecclésiastique », dirigées contre eux par les socialistes, Mgr Schulte rédigea une interprétation extrêmement généreuse de l'Encyclique et la soumit au cardinal Kopp.

Celui-ci y donna son assentiment après quelques modifications. Vu l'urgence, les autres évêques ne purent être consultés : le commentateur de Mgr Schulte ne fut envoyé que dans la suite en communication à l'épiscopat, qui l'accueillit par le silence.

Or, à Essen, dit le cardinal, il y eut des paroles raides et provocantes, montrant qu'on ne tenait pas compte des égards bienveillants de l'épiscopat pour les syndicats chrétiens. Montrait aussi l'inutilité de la générosité qu'on leur avait témoignée ; c'est pourquoi cette générosité ne fut non plus pas approuvée « à une autre place ecclésiastique » (ceci fait évidemment allusion à Trèves).

Ce qui se passa à Essen, poursuit le cardinal Kopp, me fit reconnaître personnellement que c'était se faire illusion à soi-même que d'espérer un résultat pacifique et conciliant de l'Encyclique, et j'écrivis donc à Mgr l'évêque de Paderborn que je déplorais profondément ces événements et que par conséquent je retirais mon assentiment à son commentaire.

Ma lettre, datée du 1<sup>er</sup> décembre 1912, portait textuellement :

« Je regrette d'avoir participé aux mesures destinées à calmer les syndicats chrétiens, et je ne veux pas continuer à soutenir l'interprétation des cinq points, parce que ceux-ci ne sont pas seulement sans résultat, mais capables d'embrouiller encore. Quoique ces explications partent d'une bonne intention et qu'en elles-mêmes on ne peut peut-être pas non plus y faire opposition si on tient compte de l'urgence de la décision et si on ne perd pas de vue leur but, cependant il y a maintes choses à y objecter. Surtout elles n'étaient pas nécessaires, les dispositions de l'Encyclique étant assez précises et claires. Elles (ces explications) étaient inutiles, puisque les chefs des syndicats chrétiens ne s'en sont servis que pour un raide rejet. Enfin il faut principalement signaler qu'il n'appartient pas aux évêques d'interpréter et d'expliquer les décisions papales, mais que ce droit n'appartient qu'au Saint-Siège. »

Dans ce jugement sur les commentaires de Paderborn, auquel je me suis tenu depuis le Congrès d'Essen, je me suis malheureusement trouvé confirmé par le procès, qui vient de finir, des syndicats chrétiens contre les rédacteurs socialistes, et je puis ajouter qu'ailleurs aussi (littéralement : « aussi en d'autres endroits ») les principes et les opinions exprimés à cette occasion ont suscité une grande sensation.

« Cette manifestation dans un tel organe, après ce qui s'est passé, causera une stupefaction générale », dit la *Kölnische Volkszeitung*. Le grand organe centriste rhénan rappelle le mot attribué autrefois au cardinal Kopp : « l'ouest contaminé ». Puis, il continue :

Le dissentiment entre deux évêques d'une part, et tous leurs collègues d'autre part, est maintenant tout à fait public. C'est là un fait très grave, et important pour toute notre vie publique. Nous avons dit à propos des attaques inouïes de *Vérité et Liberté* contre l'archevêque de Cologne que cette affaire n'est pas de nature à se terminer par des articles de journaux. Cela est encore plus vrai de la manifestation du cardinal Kopp, qui va d'ailleurs fournir maintenant matière d'innombrables discussions ; la presse libérale et socialiste y pourvoira abondamment.

Loin de se calmer, l'incident paraît gagner tous les jours en gravité. Hier, la *Kölnische Volkszeitung* publiait un télégramme de Breslau annonçant que M. le Dr Porsch, conseiller intime de justice, membre du Reichstag, avait déposé son mandat de conseiller consistorial du prince-évêque de Breslau.

Lundi dernier encore, un organe centriste, le *Düsseldorfer Tageblatt* publiait la lettre qu'adressait à la date du 10 novembre 1912 le cardinal Kopp à M. le Dr Porsch, lettre sur laquelle, dans le dernier procès contre les rédacteurs socialistes de Cologne, le plaignant, M. Steigerwald, secrétaire général des syndicats chrétiens, s'était appuyé pour prouver que l'interprétation donnée par le cardinal Kopp à l'Encyclique était identique à celle de Mgr Schulte de Paderborn.

Signalons enfin une information de la *Vossische Zeitung* — à laquelle nous n'attachons que la valeur qu'elle mérite — qui prétend que lors de son dernier séjour à Berlin, il y a une douzaine de jours environ, le cardinal Kopp a refusé de recevoir aucun membre du parti du Centre au Reichstag ; par contre, il aurait eu un entretien de deux heures avec le comte d'Oppersdorf, et ce serait à la suite de cet entretien qu'il aurait eu lieu la publication de la lettre de Mgr Kopp dans l'organe du comte d'Oppersdorf. En même temps, le cardinal aurait eu une longue conférence avec le ministre des cultes, aux fins, dit la même source libérale, de déterminer le choix d'un coadjuteur avec luture succession, lequel défendrait les mêmes idées que le cardinal sur le trône de Breslau.

On se montre passablement inquiet en France d'une information annonçant que la maison Krupp se retirerait sur le point de racheter en Russie les établissements Poutiloff qui construisent l'artillerie de campagne russe conforme au système français.

On apprend que les gouvernements russe et français ont notifié, chacun de leur côté, au gouvernement anglais leur assentiment à la proposition de sir Edward Grey relative à la notification commune aux gouvernements turc et grec de la décision des puissances au sujet de la frontière de l'Epire et des îles de la mer Egée.

On signale de nombreux armements en Bulgarie. Le ministre de la guerre a donné l'ordre que les jeunes soldats soient entraînés pour le cas où ils devraient faire leurs preuves au commencement du printemps.

On mande de Washington, que le président Wilson a déclaré, que la situation mexicaine était extrêmement grave et périlleuse pour l'avenir.

colonel Soderstern est nommé directeur de l'école de guerre de Constantinople.

**A propos de secrets de fabrication français. — Un démenti.**

L'*Echo de Paris* d'hier publiait un télégramme de Saint-Petersbourg selon lequel le bruit court que les usines Poutiloff, de Saint-Petersbourg, viendraient d'être achetées par Krupp.

« Si le fait est exact, dit le correspondant de l'*Echo de Paris* à Saint-Petersbourg, il provoquera une vive émotion en France. On sait, en effet, que le gouvernement russe a adopté pour son matériel d'artillerie de guerre le système français. Jusqu'à présent, la plus grande partie de ce matériel avait été construite aux usines Poutiloff avec le concours du Creusot et le personnel français fournit par lui. »

L'*Echo de Paris* ajoute :

« Nous ne pouvons croire que cette nouvelle soit exacte. Il ne nous paraît pas possible, en effet, que la Russie remette la fabrication de son matériel d'artillerie entre les mains de Krupp, qui aurait ainsi à sa disposition les plans et secrets de fabrication du matériel de guerre français. »

Aussitôt cette rumeur connue par les autorités officielles russes, le Bureau de la presse a déclaré erronée « cette information concernant la concession à une entreprise privée des usines d'armement russe. »

**M. Robert de Mendelssohn blessé dans un accident d'automobile.**

Le consul Robert de Mendelssohn, le chef de la célèbre banque, a été victime d'un assez grave accident d'automobile : le fiacre automobile qu'il occupait a été pris en flanc, au coin de la Tiergartenstrasse, par une autre voiture automobile. M. de Mendelssohn fut projeté sur le trottoir et y resta quelque temps sans connaissance. Il fut transporté au poste de secours le plus proche ; un médecin le rappela à la vie et lui fit un premier pansement. Son état n'inspire aucune inquiétude.

## Chronique Générale

**ALLEMAGNE**

**L'anniversaire de Guillaume II.**

Certains des toasts prononcés à l'occasion de l'anniversaire de l'Empereur méritent d'être remarqués. Il y a lieu de signaler celui du président Kempf, au banquet du Reichstag, et du comte Schwerin-Löwitz, au banquet de la Chambre des députés de Prusse.

Le président Kempf prononça des paroles fort conciliantes :

« Rappelez-vous, messieurs, avec quelle inquiétude certains accueillirent l'avènement de notre Empereur. C'était un prince très jeune et de tempérament impétueux. On ne savait pas de quel côté il allait exercer sa fougueuse activité. On craignait que ses préférences pour l'armée et la marine ne entraînaient à des complications belliqueuses. Toutes ces appréhensions, messieurs, se sont évanouies. L'Empereur a su maintenir la paix. »

Le comte de Schwerin-Löwitz, en sa qualité de conservateur, se montra plus pessimiste :

« Nous vivons, messieurs, dit-il, en des temps graves. Je ne parle pas ici de la situation internationale. Nos relations avec la plupart des Etats sont normales et satisfaisantes. »

L'augmentation de notre armée nous permet d'avoir confiance dans l'avenir. Les temps sont graves parce que notre organisation monarchique a été l'objet d'inquiétudes. On a beaucoup parlé durant les dernières semaines de l'idée de l'Etat prussien. L'essentiel dans cette idée est constitué par le principe monarchique et par les rapports particuliers du peuple au souverain. Dans aucune monarchie à cette heure le roi ne possède des relations aussi directes, aussi personnelles avec son peuple. Sans cette inébranlable confiance du Roi dans son peuple et du peuple dans son Roi, que serait devenue la Prusse ? Que serait devenue l'Allemagne il y a cent ans ? C'est un principe de la monarchie prussienne qui a fait la grandeur du royaume et lui a assuré une place prépondérante dans l'Empire. C'est lui qui a rendu possible, il y a plus de quarante ans, ce nouvel Empire. »

Ces deux discours permettent de se représenter assez bien le caractère de la situation où se trouve l'Allemagne en ce moment. Tandis que l'affaire de Saverne a et aura encore de douloureuses conséquences en Alsace-Lorraine, elle est terminée pour l'Empire.

Les hommes politiques de gauche, qui furent si algues à l'assaut et se débattaient si vite à l'heure de la défaite, tâchent de faire oublier par des paroles de paix leur geste d'indépendance. Ceux de droite, au contraire, ne sont pas satisfaits quoique vainqueurs et ne cessent de rappeler que l'Etat, dans ce grand péril, dut son salut à la fermeté de leur bras.

**Les Allemands en Turquie.**

Le *Berliner Tageblatt* annonce que le lieutenant

**FRANCE**

**A la Sorbonne**

LA RÉCEPTION DU COMMANDANT EVANS

Ce fut une émouvante et grandiose cérémonie. Elle avait attiré, mardi soir, dans la docte demeure de Robert de Sorbon, une foule énorme, formée d'éléments composites, qui s'était réunie, c'est le mot, dans la vaste hémicycle, pour entendre de la bouche même du vaillant explorateur anglais, qui fut le second de l'infortuné Scott, le tragique récit de son voyage au pôle Sud.

La Société de géographie, en recevant d'aussi solennelle façon le capitaine Evans, a voulu donner une haute marque de sa sympathie et de son admiration à l'un des héros survivants de l'expédition Scott, en même temps que rendre un hommage ému à la mémoire de ceux de ses camarades qui ont trouvé une mort glorieuse dans les solitudes glacées de l'Antarctique.

La cérémonie ne devait commencer qu'à neuf heures. Mais dès huit heures le public s'enfonçait dans les larges couloirs de la Sorbonne et prenait possession de ses places.

Dans l'immense amphithéâtre que décorent les fresques et grilles de Puy de Chavannes, le coup d'oeil est d'un joli effet décoratif. Du parterre aux loges supérieures, en passant par les rampes de gradins, c'est un véritable océan de têtes masculines et féminines. D'élegantes toilettes mettent çà et là une note de charme et de distinction qui s'harmonise agréablement avec les brillants uniformes de généraux et d'officiers que l'on aperçoit sur l'estrade et parmi les premiers rangs de l'assistance.

Tout le corps diplomatique, y compris naturellement sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre à Paris ; les membres de la haute colonie anglaise, des généraux, des ministres, des explorateurs, des savants, des membres de l'Institut, des professeurs.

Au premier rang des invités, M. et Mme Raymond Poincaré. Sur l'estrade, le prince Roland Bonaparte, président de la Société de géographie, ayant à ses côtés M. Monis, ministre de la marine ; M. Doumergue, le baron Hulot, le secrétaire général de la Société de géographie, et le commandant Evans, en uniforme de capitaine de frégate de la marine britannique.

En quelques paroles émus, le prince Roland Bonaparte souhaite la bienvenue au commandant Evans. Il dit toute son admiration pour les héros qui firent partie de l'expédition Scott, dont leur chef et trois de ses compagnons sont morts glorieusement pour la science et pour leur patrie.

Ensuite, il donne la parole au courageux explorateur que toute la salle applaudit chaleureusement. De

FEUILLETON DU LORRAIN — 3 —

## LE BOUCHON DE CRISTAL

PAR MAURICE LEBLANC

— Mais ils nous ont vus, patron. Tenez, les voilà qui trappent.

— Tais-toi, répéta Lupin. Pas un mot... Pas un geste.

Lui-même demeurait impassible, le visage absolument calme, l'attitude pensive de quelqu'un qui a tous les loisirs nécessaires pour examiner une situation délicate sous toutes ses faces. Il se trouvait à l'un de ces instants qu'il appelait les minutes supérieures de la vie, celles qui seulement donnent à l'existence sa valeur et son prix. En cette occurrence, et quelle que fût la menace du danger, il commençait toujours par compter en lui-même, et intérieurement : « Un... deux... trois... quatre... cinq... six... » jusqu'à ce que le battement de son cœur redevenait normal et régulier. Alors seulement il réfléchissait, mais avec quelle acuité avec quelle puissance formidable ! avec quelle intuition profonde des événements possibles ! Toutes les données du problème se présentaient à son esprit. Il prévoyait tout. Il admettait tout. Et il prenait sa résolution en toute logique et en toute certitude.

Après trente ou quarante secondes, tandis que l'on cognait aux portes et que l'on crochait les serrures, il dit à son compagnon :

— Suis-moi.

Il entra dans le salon et poussa doucement la croisée et les persiennes d'une fenêtre qui s'ouvrait de côté. Des gens allaient et venaient, rendant la fuite impraticable. Alors il se mit à crier de toutes ses forces, et d'une voix essoufflée :

— Par ici !... A l'aide !... Je les tiens !... Par ici !

Il braqua son revolver et tira deux coups dans les branches des arbres. Puis il revint à Vauchery, se pencha sur lui et se barbouilla les mains et le visage avec le sang de sa blessure. Enfin, se retournant contre Gilbert, brutalement il le saisit aux épaules et le ramena vers lui.

— Qu'est-ce que vous voulez, patron ? En voilà une idée !

— Laisse-toi faire, scanda Lupin d'un ton impérieux, je réponds de tout... Je réponds de tous deux... Laisse-toi faire... Je vous sortirai de prison... Mais, pour cela, il faut que je sois libre.

On s'agitait, on appelait au-dessous de la fenêtre ouverte.

— Par ici, cria-t-il, je les tiens ! A l'aide !... Et, tout bas, tranquillement :

— Réfléchis bien... As-tu quelque chose à me dire... une communication qui puisse nous être utile ?...

Gilbert se débattait, furieux, trop bouleversé pour comprendre le plan de Lupin. Vauchery, plus perspicace, et d'ailleurs, à cause de sa blessure, avait abandonné tout espoir de fuite. Vauchery ricana :

— Laisse-toi faire, idiot... Pourquoi que le patron se tire des pattes... c'est-y pas l'essentiel ?

Brusquement, Lupin se rappela l'objet que Gilbert avait mis dans sa poche, après l'avoir repris à Vauchery. A son tour il voulut s'en saisir.

— Ah ! ça, jamais ! grinça Gilbert, qui parvint à se dégager.

Lupin le terrassa de nouveau. Mais subitement, comme deux hommes surgissaient à la fenêtre, Gilbert cessa et, passant l'objet à Lupin, qui l'empêcha sans le regarder, murmura :

— Tenez, patron, voilà... je vous expliquerai... vous pouvez être sûr que...

Il n'eut pas le temps d'achever. Deux agents, et d'autres qui les suivaient, et des soldats qui pénétraient par toutes les issues, arrivaient au secours de Lupin.

Gilbert fut aussitôt maintenu et lié solidement. Lupin se releva.

— Ce n'est pas dommage, dit-il, le bougre m'a

donné assez de mal ! J'ai blessé l'autre, mais ce-lui-là...

En hâte le commissaire de police lui demanda :

— Vous avez vu le domestique ? est-ce qu'ils l'ont tué ?

— Je ne sais pas, répliqua-t-il.

— Vous ne savez pas ?...

— Dame, je suis venu d'Enghien avec vous tous, à la nouvelle du meurtre. Seulement, tandis que vous faisiez le tour à gauche de la maison, moi je faisais le tour à droite. Il y avait une fenêtre ouverte. J'y suis monté au moment même où ces deux bandits voulaient descendre. J'ai tiré sur celui-ci — il désigna Vauchery — et j'ai empoigné son camarade.

Comment eût-on pu le soupçonner ? Il était couvert de sang. C'est lui qui livrait les assassins du domestique. Dix personnes avaient vu le dénouement du combat héroïque livré par lui.

D'ailleurs, le tumulte était trop grand pour qu'on prit la peine de raisonner ou qu'on perdît son temps à concevoir des doutes. Dans le premier désarroi, les gens du pays envahissaient la villa. Tout le monde s'affolait. On courait de tous côtés, en haut, en bas, jusqu'à la cave. On s'interpellait. On criait, et nul ne songeait à contrôler les affirmations si vraisemblables de Lupin.

Cependant, la découverte du cadavre, dans l'office, rendit au commissaire le sentiment de sa responsabilité. Il donna des ordres, fit évacuer la maison et placer des agents à la grille, afin que personne ne put entrer ou sortir. Puis, sans plus tarder, il examina les lieux et commença l'enquête.

Vauchery donna son nom ; Gilbert refusa de donner le sien, sous prétexte qu'il ne parlerait qu'en présence d'un avocat. Mais, comme on l'accusait du crime, il dénonça Vauchery, lequel se défendit en l'attaquant, et tous deux périroient à la fois, avec le désir évident d'accaparer l'attention du commissaire. Lorsque celui-ci se retourna vers Lupin, pour inviquer son témoignage, il constata que l'inconnu n'était plus là.

Sans aucune défiance, il dit à l'un de ses agents :

— Prévenez donc ce monsieur que je désire lui poser quelques questions.

On chercha le monsieur. Quelqu'un l'avait vu sur

le Perron, allumant une cigarette. On sut alors qu'il avait offert des cigarettes à un groupe de soldats et qu'il s'était éloigné vers le lac en disant qu'on l'appelait en cas de besoin.

On l'appela, personne ne répondit.

Mais un soldat accourut. Le monsieur venait de monter dans une barque et faisait force de rames.

Le commissaire regarda Gilbert et comprit qu'il avait été trahi.

Qu'on l'arrête ! cria-t-il. Qu'on tire dessus ! C'est un complice !...

Lui-même s'élança, suivi de deux agents, tandis que les autres demeuraient auprès des captifs. De la berge il aperçut à une centaine de mètres le monsieur qui, dans l'ombre faisait des salutations avec son chapeau.

Vainement un des agents déchargea son revolver.

La brise apporta un bruit de paroles. Le monsieur chantait, tout en ramant :

Va, petit monsieur,  
Le vent te pousse...

Mais le commissaire avisa une barque, attachée au môle de la propriété voisine. On réussit à franchir la haie qui séparait les deux jardins et, après avoir prescrit aux soldats de surveiller les rives du lac et d'appréhender le fugitif s'il cherchait à atterrir, le commissaire et deux de ses hommes se mirent à la poursuite de Lupin.

C'était chose assez facile, car, à la clarté intermittente de la lune, on pouvait discerner ses évolutions et se rendre compte qu'il essayait de traverser le lac en obliquant toutefois vers la droite, c'est-à-dire vers le village de Saint-Gratien.

Aussitôt, d'ailleurs, le commissaire constata que, avec l'aide de ses hommes, et grâce peut-être à la légèreté de son embarcation, il gagnait de vitesse. En dix minutes il rattrapa la moitié de l'intervalle.

— Ça y est, dit-il, nous n'avons même pas besoin de fantassins pour l'empêcher d'aborder. J'ai bien envie de connaître ce type-là. Il ne manque pas d'un certain culot.

Ce qu'il y avait de plus bizarre, c'est que la distance diminuait dans des proportions anormales, comme si le fuyard se fût découragé en comprenant l'inutilité de

la lutte. Les agents redoublaient d'efforts. La barque glissait sur l'eau avec une extrême rapidité. Encore une centaine de mètres tout au plus, et l'on atteignait l'homme.

— Halte ! commanda le commissaire.

L'ennemi, dont on distinguait la silhouette accroupie, ne bougeait plus. Les rames s'en allaient à vau-l'eau. Et cette immobilité avait quelque chose d'inquietant. Un bandit de cette espèce pouvait fort bien attendre les agresseurs, vendre chèrement sa vie et même les tuer à coups de feu avant qu'ils ne pussent l'atteindre.

Rends-toi, cria le commissaire.

La nuit était obscure à ce moment. Les trois hommes s'abattirent au fond de leur canot, car il leur avait semblé surprendre un geste de menace.

La barque, emportée par son élan, approchait de l'autre. Le commissaire grogna :

— Nous n'allons pas nous laisser canarder. Tirons dessus. Vous êtes prêts ?

Et il cria de nouveau :

— Rends-toi... sinon...

Pas de réponse. L'ennemi ne remuait pas.

— Rends-toi... Bas les armes... Tu ne veux pas ?... Alors, tant pis... Je compte... Une... Deux...

Les agents n'attendaient pas le commandement. Ils tirèrent, et, aussitôt, se couchant sur leurs armons, donnèrent à la barque une impulsion si vigoureuse que, en quelques brassées, elle atteignit le but.

Revolver au poing, attentif au moindre mouvement, le commissaire veillait.

Il tendit le bras.

— Un geste, et je te casse la tête.

Mais l'ennemi ne fit aucun geste, et le commissaire, quand l'abordage eut lieu, et que les deux hommes lâchant leurs rames, se préparèrent à l'assaut redoutable, le commissaire comprit la raison de cette attitude passive ; il n'y avait personne dans le canot. L'ennemi s'était enfilé à la nage, laissant aux mains du vainqueur un certain nombre des objets cambriolés, dont l'amorce, surmontée d'une veste et d'un chapeau melon, pouvait à la grande rigueur, dans les demi-ténèbres, figurer la silhouette confuse d'un individu.

(A suivre.)



taille moyenne, mince et élégant, le visage rasé, les cheveux noirs, le regard à la fois énergique et caressant, le commandant Evans a plutôt l'aspect d'un Latin que d'un Anglo-Saxon. Il s'exprime en français avec un fort accent britannique qui donne du piquant à son récit. Sa parole est abondante, vive, imagée; le conférencier n'a rien du flegme et de la froideur que l'on constate généralement chez ses compatriotes. Tout de suite, il conquiert son auditoire par le charme sympathique qui se dégage de toute sa personne. Durant une heure, il fait revivre, en termes simples et pittoresques, le drame poignant dont il fut l'un des héros et dont il faillit lui-même être victime. Il évite de se mettre en scène pour donner plus de relief au courage et à l'enthousiasme de ses compagnons. Lorsqu'il parle de lui, il dit: le capitaine Evans. Les mots: moi! je! sont bannis de sa conférence. Des projections électriques soulignent et embellissent l'histoire de sa parole. Lorsque le portrait de son chef apparaît sur l'écran lumineux, le capitaine Evans s'écrit avec un accent infiniment touchant: « Voilà mon chef! » Et il semble qu'une larme difficilement contenue perle à ses paupières.

On assiste, ému, remué, aux palpitantes péripéties de cette expédition qui restera célèbre, par son côté tragique, dans les annales scientifiques.

On sait que le capitaine Evans, alors lieutenant — avait été chargé par Scott de convoier jusqu'à l'extrémité de la grande barrière antarctique des vivres qui devaient assurer le ravitaillement des membres de la mission. Le navire de l'expédition, la Terra Nova, dont il avait pris le commandement, était arrivé à la limite même de la muraille de glace qui sépare le pôle de la mer polaire. Le 11 janvier 1911, l'expédition arrivait devant la terre de Victoria, au bord de la grande barrière, longue de plus de 600 kilomètres. Aussitôt les quartiers d'hiver construits, les explorateurs vont installer des dépôts de vivres sur la route qu'ils suivront au printemps prochain, vers l'extrême sud. Evans abandonne alors son navire pour diriger avec Scott cette expédition préliminaire d'une importance décisive. De son succès dépend la victoire. Plus, en effet, ces dépôts seront abondamment pourvus, plus naturellement le rayon d'action de l'expédition sera étendu. Après la longue nuit hivernale de dix semaines, le jour se lève, le commandant en second repart afin de porter en avant de nouvelles charges de vivres. Le froid est atroce, 58 degrés au-dessous de zéro. Le 1<sup>er</sup> novembre, date correspondante au 1<sup>er</sup> mai dans notre hémisphère, la caravane se remet en route pour le pôle, divisée, comme un corps d'armée, en avant-garde, le gros et l'arrière-garde. Comme d'habitude, Evans a été placé au poste le plus délicat, à la tête de l'avant-garde, il aura à frayer la route et à opérer des levés topographiques.

Le 3 janvier 1912, à 277 kilomètres du pôle, Scott, afin de ménager les approvisionnements, renvoie Evans et ses compagnons. La dernière étape, celle qui doit conduire au but d'où personne ne reviendra, ne sera franchie que par cinq hommes, dont le vaillant Scott. Le retour d'Evans et de ses deux compagnons faillit tourner en catastrophe. Il fallait aller vite, sous peine de n'avoir pas assez de vivres et de mourir de faim. Or, les explorateurs étaient épuisés, et, pour comble, le 15 janvier, Evans, atteint du scorbut, ne put plus marcher. Ses compagnons durent le transporter sur leurs épaules durant dix-huit heures, jusqu'au campement du docteur Atkinson, qui lui prodigua ses soins.

Lorsque plus tard, le 18 janvier 1913, Evans reprit sa marche en avant, dans l'espoir de rencontrer son chef, la catastrophe s'était, hélas! produite. Au lieu de la joyeuse nouvelle, si impatiemment attendue, de la découverte du pôle austral, c'est un message de deuil qui arriva à Evans, Scott et ses quatre compagnons sont morts en héros, après avoir conquis, mais trop tard, le pôle. Le Norvégien Amundsen les avait en effet précédés de quelques semaines.

Evans et ses compagnons ne purent retirer leurs larmes. Avant avoir érigé une croix à l'endroit même où étaient tombés Scott et ses camarades, sur la croix Evans grava ce beau vers du poète anglais:

Lutter, chercher, trouver et ne jamais ployer.

La fin de cet émouvant récit fut saluée par une explosion d'applaudissements. M. Monis, ministre de la marine, se lève alors et annonce que le gouvernement vient de nommer le capitaine Evans, officier de la Légion d'honneur. M. Poincaré épingla lui-même la rosette rouge sur la poitrine du capitaine Evans qui, avec ses valeureux compagnons, a su donner au monde civilisé un magnifique exemple de dévouement et de courage patriotique.

**Les socialistes contre le Bloc.**

Le Congrès d'Amiens s'est occupé des conditions de l'activité politique des socialistes français, et spécialement de l'attitude à prendre au cours des prochaines élections, si la candidature socialiste a été écartée au premier tour de scrutin. Faut-il alors se rallier à la candidature radicale ou radicale-socialiste? C'est ainsi toute la question des alliances et des coalitions qui a soulevée et les socialistes ont été amenés à examiner la confiance que méritait le cabinet au pouvoir.

Le débat n'est pas encore épuisé; mais un courant d'hostilité s'est manifesté très vivement, surtout après le discours de M. Combarès-Morel.

Après le rapport des appréciations portées sur les radicaux par ceux qui préconisent le retour à la politique du Bloc, l'orateur montre que la conduite actuelle du parti radical et de son chef M. Caillaux n'est pas faite pour inspirer confiance, car les hommes qui, à Pau, ont préconisé le retour à la loi de deux ans, déclarent, au pouvoir, qu'ils appliqueraient loyalement la loi de trois ans.

« Il faut, s'écrit-il, que nous sachions si nous pouvons compter sur eux! » (Non! Non! s'écrient plusieurs voix.)

Et quand l'orateur a rappelé que c'est après la collaboration avec les radicaux, à l'époque du Bloc, que le goût de l'action politique a disparu de la classe ouvrière, ce qui a constitué la levée des anarchistes et le développement du syndicalisme révolutionnaire, l'effet paraît si profond sur le congrès que M. Vaillant sent le besoin de dire: « La constitution d'un bloc est une impossibilité socialiste. »

La conclusion de M. Combarès-Morel, c'est qu'il faut conserver la motion de Châlons, avec cette restriction qu'elle s'applique plus en plus les obligations à imposer aux candidats.

« C'est un crime aussi grand, dit-il, de s'allier avec les états-majors de la réaction qu'avec le parti radical. »

**Mort d'un pionnier de l'influence française en Syrie.**

Un des pionniers les plus actifs et les plus dévoués de l'influence française en Orient, le T. C. Fère Evagre, provincial des Frères des Ecoles chrétiennes en Syrie et en Palestine, vient de mourir, à Jérusalem, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Depuis 1873, il était en Palestine, après avoir fait un séjour de neuf ans en Egypte. Il ouvrit la première école des Frères des Ecoles chrétiennes à Jérusalem, école qui ne tarda pas à devenir un collège florissant, puis à Jaffa, à Caïffa, à Nazareth et à Bethléem, où il devait, comme provincial, fixer sa résidence. Depuis son arrivée en Palestine, il avait vu passer dans ses écoles plus de 40.000 enfants, qui ont répandu sa réputation dans tout le Levant. C'est grâce à lui que les voyageurs français passant en Palestine ont la surprise de s'entendre saluer dans leur langue maternelle par des enfants de toutes les religions, qui leur offrent leurs services.

Pour le récompenser de ses efforts pour le développement de l'influence française, l'Académie française lui a décerné un prix de vertu en 1912. Cette récompense n'était-elle pas méritée par celui dont l'attachement à la France, cependant hostile, a été si grand, et c'est à lui qu'on doit la prédominance du français, encore à l'heure présente et malgré tant de concurrences, à Jérusalem et en Palestine?

## PORTUGAL

Une crise politique. — Des bombes éclatent à Lisbonne. — Il y a des victimes.

De graves événements qui avaient été soigneusement cachés jusqu'ici par le gouvernement portugais se sont produits ces jours derniers à Lisbonne. Ils sont dus au conflit qui a éclaté entre le président du conseil, M. Afonso Costa, et le Sénat. M. Costa, qui est en minorité au Sénat, avait imaginé de le faire séjurer en congrès avec la Chambre, afin d'être sûr de sa majorité. La majorité d'opposition du Sénat s'est refusée. Le Sénat a manifesté le désir de consulter les chefs de tous les partis sur la constitution d'un ministère de conciliation. Le cabinet Costa a aussitôt donné sa démission, bien qu'à la dernière séance du Congrès il avait obtenu, sur une motion qu'il présentait, 21 voix de majorité.

Tous ces événements ont eu leur répercussion au dehors. Le peuple de Lisbonne a manifesté en l'honneur du président du conseil. Une bombe a été lancée sur un cortège et a blessé de nombreuses personnes. D'autres troubles ont éclaté à travers la ville: Lisbonne est en proie à une anarchie complète, mais toutes les dépêches sont interceptées.

## RUSSIE

Petersbourg sous l'eau.

Saint-Petersbourg, 27 janvier. — La crue de la Néva a pris de telles proportions qu'on a pu craindre pour cette nuit une inondation complète de la capitale. Le fleuve avait déjà dépassé de sept pieds son niveau normal et une nouvelle montée de six pouces aurait suffi pour provoquer un désastre.

A la suite d'un violent vent nord-ouest, la Néva continuant de monter, envahit les quartiers bas de la ville ainsi que les îles et le quartier de Viborg. Les autorités prirent immédiatement des mesures pour conjurer le fléau. On tira le canon toute la nuit, de la forteresse des Saints Pierre et Paul. Des lumières vertes furent allumées sur la tour de l'Amirauté, pour signaler le danger.

La tempête souffla toute la nuit, enlevant les toits, renversant les wagons du chemin de fer, forçant les embarcations à s'échouer sur les rives du fleuve.

**Complot bulgare contre M. Venizelos.**

D'après une dépêche d'Athènes à Berlin, on aurait découvert à Saint-Petersbourg une conjuration contre la vie de M. Venizelos. Plusieurs étudiants bulgares auraient conçu le plan de l'assassiner à son arrivée dans la capitale russe. La police russe en fit part à la police d'Athènes et tous les conjurés seraient arrêtés.

A Saint-Petersbourg, on prend des mesures extraordinaires pour l'arrivée de M. Venizelos.

## SUEDE

Nouvelles dépenses navales. — La défense des côtes.

Il a été déposé aux deux Chambres, par des membres de ces assemblées, un projet de nouveau programme de construction de la flotte côtière.

Ce projet prévoit, de 1915 à 1919, la construction de trois cuirassés du type *Swirg*, de trois sous-marins et de deux contre-torpilleurs. Les frais s'élèvent à 7.500.000 couronnes par an en outre des 7.430.000 couronnes inscrites précédemment au budget.

## ETATS-UNIS

La lutte contre la fumée. — L'électrification des chemins de fer à Chicago.

On mande de Chicago que 40 Compagnies de chemins de fer dont les lignes ont Chicago comme centre ou terminus viennent d'élaborer un vaste projet commun d'électrification. D'après ce plan, aucune machine à vapeur n'approchera plus de moins de 10 milles de la ville. Les plans seront terminés dans quelques semaines. Les travaux de réalisation commenceront immédiatement après.

## CHINE

La commission chargée de modifier la constitution.

Un édit du président sanctionne le règlement élaboré pour la formation de la commission chargée de modifier la Constitution. La commission sera composée de quatre membres de la capitale, de deux de chaque province, de 8 de la Mongolie, du Tibet, de Kankoum et de 4 membres choisis par la Ligue générale commerciale chinoise. Seules les classes aisées et éclairées sont admises à participer à l'élection. Le premier et le deuxième présidents de la commission seront élus parmi les membres de la commission. Les décisions de la commission devront être confirmées par le président.



## LES AFFAIRES D'ORIENT

Les nouvelles formations de l'armée ottomane.

Contrairement à ce que l'on aurait pu supposer, les pertes territoriales subies par la Turquie à la suite des événements des deux dernières années n'ont pas eu pour conséquence une diminution très importante de ses forces militaires permanentes. En 1914, l'armée active ottomane comptait 14 corps d'armée formant 38 divisions, plus 5 divisions indépendantes, soit 43 divisions.

D'après la répartition qui vient d'être adoptée, les corps d'armée sont au nombre de 13, avec 36 divisions, y compris 2 divisions indépendantes.

La Turquie d'Europe n'est plus occupée que par trois corps d'armée ayant leurs quartiers généraux à Constantinople (1<sup>er</sup>), Andrinople (2<sup>e</sup>), Rodosto (3<sup>e</sup>). Mais l'Anatolie occidentale, en dehors de la garnison de Smyrne, ne contenait aucune force active, sera désormais le siège de deux corps d'armée, le 4<sup>e</sup> à Smyrne et le 5<sup>e</sup> à Angora. En même temps, à la frontière orientale, le 6<sup>e</sup> corps (Erzeroum) et le 11<sup>e</sup> (Van), qui n'étaient formés qu'à deux divisions, sont complétés par l'adoption d'une division nouvelle. En Syrie, le 8<sup>e</sup> corps est dédoublé pour former deux corps d'armée à deux divisions, le 8<sup>e</sup> à Damas et le 9<sup>e</sup> à Alep.

Les deux tendances qui ressortent le plus nettement de ces nouvelles dispositions sont, d'une part, le désir de diminuer le moins possible les forces militaires actives de l'autre, une plus grande attention apportée à la défense de l'Anatolie, tant du côté du littoral de la mer Egée que du côté de la frontière russe.

Les inspections d'armée restent, comme par le passé, au nombre de quatre.

## Urbain-Aimé

Chirurgien-Dentiste  
Diplômé de l'Ecole dentaire de France  
Spécialité pour les travaux d'or, couronnes, etc.  
3, PLACE DE LA COMÉDIE, METZ  
Consultations tous les jours, dimanches et fêtes exceptés, de 9 h. 12 et de 2 à 5 heures. Téléphone 992.  
Dentiste de la Maternité  
CONSULTATIONS A LA CLINIQUE  
1, place Sainte-Croix  
Tous les jours de 9 h. à 12 heures.

## ALSACE-LORRAINE

Les changements dans le gouvernement d'Alsace-Lorraine.

A la Commission du budget de la seconde Chambre. — Importante déclaration du ministre d'Alsace-Lorraine.

Nous recevons de Strasbourg les importantes nouvelles que voici:

Aujourd'hui mercredi, à l'appel du budget du Statthalter, M. de Bulach, secrétaire d'Etat, entouré de tous les sous-secrétaires d'Etat MM. Kœhler, Mandel et Petri, a déclaré en substance ce qui suit à la suite d'une question posée par M. Hauss:

« Les événements de Saverne ont créé une situation nouvelle pour le gouvernement. Ce lui-ci en a tiré ses conclusions et fait les démarches nécessaires. Les décisions seront prises dans les tout premiers jours. »

Sur quoi la commission a continué ses délibérations en adoptant les budgets du Statthalter, de la représentation au Conseil fédéral, du Landtag, du ministère, du Conseil impérial, des finances et des mines de potasse avec participation de l'Etat.

(Dans les couloirs, les conversations sur leur cours, et les extra-lucides prédisent la clôture du Landtag pour dès après le vote du budget... Qui vivra...)

— Demain jeudi, l'ordre du jour de la commission comprend le reste du budget: intérieur.

La retraite de M. le comte de Wedel.

La Gazette Nationale écrit au sujet de l'information annonçant la retraite de M. le comte de Wedel et de M. le baron Zorn de Bulach, secrétaire d'Etat d'Alsace-Lorraine:

Dès le mois de décembre dernier nous étions en mesure d'annoncer que le comte de Wedel, déjà en raison de son grand âge, comptait se démettre de ses fonctions, mais qu'il ajournait toujours de nouveau cette retraite et qu'il l'avait finalement fixée au milieu ou à la fin de l'année 1914. Or ce délai ne sera pas observé et le comte de Wedel résignera ses fonctions auparavant, peut-être même assez tôt. Cette décision est en connexion avec l'affaire de Saverne, dont l'issue ne répond nullement aux intentions du Statthalter et qui a été d'une influence décisive dans l'accélération de ses projets de démission.

Lorsque le comte de Wedel se trouvait récemment à Berlin et qu'il fut reçu par l'Empereur, de même aussi qu'il eut un long entretien avec M. de Bethmann-Hollweg, chancelier, le Statthalter ne fit aucun secret de sa manière de voir. A l'occasion de l'audience chez l'Empereur et de la conférence au palais de la chancellerie la forme de la retraite fut arrêtée.

La Gazette nationale écrit encore:

La retraite du comte de Wedel signifie une victoire de ceux pour lesquels l'affaire de Saverne a été une question « bienvenue » de proclamer la suprématie du militarisme sur les autorités civiles et qui, du reste, ont au gain de cause dans toute cette affaire.

La démission du Statthalter actuel ne sera que la conséquence logique de toute cette affaire.

## Election au Conseil général.

CANTON DE LORQUIN.

Nous recevons la lettre suivante:

Monsieur le Rédacteur,  
A la suite de l'article que vous avez bien voulu insérer, dans le journal, et dans lequel j'ai simplement voulu mettre les choses à leur véritable place, une réponse signée par ces mots: « Un groupe d'électeurs du canton, cherche à contester mon droit d'intervention, parce que je n'appartiens pas au canton. »

A cela je réplique au groupe: que le conseiller général à élire n'a pas à contribuer au règlement des affaires du canton de Lorquin. Mais aux affaires du département tout entier dont il a à contrôler le budget et l'administration entière; qu'il y va donc de l'intérêt de la population entière de la Lorraine, qui a le droit de faire des vœux pour le candidat qu'elle croit le plus apte à servir les intérêts du département.

Ne pas admettre ce point de vue c'est alors dire que chaque canton fera sa cuisine à sa manière de voir, laissant de côté le point de vue général, ce qui pourrait produire une assemblée sans cohésion, incapable de s'entendre pour la bonne marche des affaires qui lui sont soumises.

Autant dire qu'il est interdit aux journaux paraissant hors du canton de s'intéresser à une telle élection.

Et nous ferons remarquer que nous n'avons même nommé aucun candidat, n'avons pris parti pour personne, nous avons simplement réclamé contre la fausse monnaie qu'on a voulu trapper, en faisant sonner la connaissance de la langue allemande.

Plus loin, le même groupe nous annonce qu'au Conseil général tous les originaux sont rédigés en langue allemande; mais nous lui apprendrons que toutes les pièces sont traduites en français, que les conseillers ont le droit de rédiger leurs rapports en français, ce qu'un grand nombre d'entre eux pratiquent encore; et qu'en entrant dans la voie où ce groupe veut nous conduire, nous arriverions bientôt à n'avoir plus au Conseil général que des représentants qui possèdent la langue allemande; que, jour à jour, notre langue maternelle sera supprimée, ce sera un pas de plus vers la suppression radicale ailleurs; dans ces circonstances, et puis qu'on nous oblige à en arriver là, nous dirons aux habitants du canton de Lorquin:

Votez pour M. Humbert, il y va de vos intérêts les plus vitaux.

M. Humbert saura s'aboucher et se faire comprendre dans ses rapports avec les autorités; si cela n'était, il ne serait pas capable, depuis des années, d'administrer, en sa qualité de maire, l'importante commune de Saint-Quirin.

Un vrai Lorrain, étranger au canton.

## L'affaire de Saverne.

Une question au Chancelier sur le transfert du 99<sup>e</sup> régiment d'infanterie.

Berlin, 28 janvier. — M. Sittart, député du Centre, a adressé la question suivante au Chancelier:

« A la suite des incidents de Saverne le 99<sup>e</sup> régiment d'infanterie a été transféré de sa garnison dans les baraquements de Haguenau et Bitch. Ce transfert de tout le régiment et notamment la continuation de ce déplacement, d'autant plus qu'il coïncide avec un hiver si rigoureux, est ressenti comme une grave punition, non seulement par les intéressés, mais encore par le peuple et en première ligne par les parents des officiers et soldats du 99<sup>e</sup> régi-

ment qui n'ont pas donné lieu à ce transfert du régiment. Je demande à M. le Chancelier de l'Empire si et pendant combien de temps cette punition de tout le régiment ressentie si amèrement doit être étendue, et, le cas échéant, à quel moment le régiment sera affecté de nouveau à son ancienne garnison ou à une autre. »

L'intervention des militaires en cas de troubles dans le Wurtemberg.

Stuttgart, 28 janvier. — Le gouvernement a répondu par écrit à la question dont il a été saisi récemment au Landtag par les démocrates et le Centre sur l'intervention des troupes en cas de troubles intérieurs, qu'une intervention des militaires dans le Wurtemberg ne peut avoir lieu que sur une réquisition préalable des autorités civiles. Le gouvernement wurtembergeois se place au point de vue que l'ordre de cabinet de 1820 n'a pas été introduit dans le Wurtemberg par la convention militaire. Dès 1893 une instruction dans ce sens a été adressée aux autorités civiles et au 13<sup>e</sup> corps d'armée (wurtembergeois).

## La question des consulats.

Revenant sur le dernier discours prononcé au Reichstag par le député alsacien Haggy, où notre compatriote réclamait du gouvernement d'empire l'institution de consulats étrangers en Alsace-Lorraine, la *Tägliche Rundschau* prétend que les consulats français deviendraient vite, malgré le choix qui serait fait des fonctionnaires les desservant, des centres d'agitation française dans notre pays, et cela, jamais le gouvernement ne peut le tolérer. C'est la raison pour laquelle les autres puissances ne peuvent établir de consulats en Alsace-Lorraine. car alors la France, qui est traitée sur le pied de la nation la plus favorisée, ferait valoir ses droits en ce sens. Aussi, conclut l'organe pan-germaniste, si la France veut accélérer la marche des affaires traitées avec l'Alsace-Lorraine, qu'elle ne les fasse plus passer par son consulat de Berlin, mais qu'elle imite les autres puissances qui ont chargé de cette mission leurs consulats établis aux portes du Reichsland, par exemple, à Kehl, Mannheim, etc.

## Le loais de secours aux vigneron.

La commission de répartition du fonds de secours aux vignerons instituée par l'ancienne Délégation, a tenu, le 12 janvier dernier, au ministère de Strasbourg, et en présence des représentants du gouvernement et des experts attitrés, MM. Wanner et Dr Hecker, une réunion dans laquelle elle a discuté les mesures à prendre en vue d'atténuer, pour les vignerons d'Alsace-Lorraine, la détresse résultant de la mauvaise vendange de 1913. Nous empruntons au *Journal d'Alsace-Lorraine* la traduction suivante du compte rendu de la séance.

Après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête menée au sujet des moyens qui seront probablement nécessaires pour combattre les insectes parasites et les maladies cryptogamiques de la vigne, la commission, d'accord avec le gouvernement, a décidé d'organiser la lutte, au point de vue financier, sur les bases suivantes:

Les faveurs promises (livraison de produits chimiques au prix de revient, crédit jusqu'après l'automne et création d'un fonds de remboursement des pertes) devront être réparties indistinctement et également entre toutes les communes du pays et entre tous les viticulteurs, sans égard à la superficie de leur vignoble. Elles s'étendront à tous les produits marchands, y compris la nicotine, propres à lutter contre les maladies de la vigne.

La livraison de ces produits sera confiée exclusivement aux deux grandes organisations agricoles du pays: l'Association centrale des Comices agricoles et la Caisse centrale de prêts agricoles. — Les autres conditions imposées en vue de l'octroi de ces faveurs sont: Dans chaque commune, les commandes devront être effectuées par une seule personne ou autorité municipale et être transmises au plus tard jusqu'au 24 février 1914 à l'une ou à l'autre des deux associations dénommées plus haut. Dans les localités où des sections de l'Association viticole, des caisses, etc. se chargeront de centraliser les commandes, elles devront également accepter, aux mêmes conditions, celles des viticulteurs non membres. Comme dédommagement de cet obligation, il leur est assurée une garantie contre les pertes éventuelles, allant jusqu'à 10 p. 100, après présentation des preuves.

La commission a continué sa discussion le 19 janvier. Le représentant du gouvernement donna tout d'abord des renseignements plus précis sur les accords pris entretemps avec les associations chargées de la livraison des produits.

Le point suivant de l'ordre du jour concernait la réduction d'impôt foncier à accorder aux parcelles vignobles. Le représentant du ministère des finances s'est étendu en détail sur les diverses méthodes d'application de cette réduction en proposant, notamment, les suivantes:

1<sup>re</sup> Remise de l'impôt foncier, pour chaque cas particulier, comme jusqu'ici, notamment en 1910 et 1912.

2<sup>e</sup> Réduction de l'impôt sur le revenu net du vignoble, ou

3<sup>e</sup> Réduction temporaire de la taxe foncière.

Le représentant du gouvernement estime que, malgré la perspective d'une réforme prochaine des impôts, cette dernière combinaison serait la plus simple et la plus pratique.

La commission s'est prononcée contre l'opportunité d'une nouvelle taxation du revenu du vignoble. Cependant, un membre a demandé qu'il soit procédé sommairement à une nouvelle taxation, au moins en ce sens que les parcelles soient classées, en règle générale, à deux degrés plus bas qu'actuellement. Après une discussion approfondie, la commission a adopté une résolution dans le sens d'une réduction générale et égale du pourcentage du revenu pour toutes les parcelles du vignoble.

La section viticole de Wettolsheim, ayant demandé une subvention pour faire des essais de reconstitution du vignoble au moyen de rejets immatures, la commission conformément aux conclusions des experts, accorde à cet effet une subvention de 150 M. Elle décide par compte de ne plus tenir compte à l'avenir des demandes individuelles ou de section, de ce genre; les sections et communes voisines devront s'entendre pour généraliser ces essais, au moins sur une certaine étendue du vignoble, et demander une subvention générale dans ce but.

En outre, la commission, prenant acte de divers abus commis, a décidé de s'occuper à l'avenir de subventions de ce genre qu'après l'exécution des travaux de reconstitution.

Finalement, la commission, d'accord avec le gouvernement, a décidé qu'à l'avenir des vignes modèles, comprenant des plants européens ou américains, seraient primées d'une manière égale.

**Calendrier.** — Aujourd'hui, jeudi 29 janvier, vingt-neuvième jour de l'année. — Lever du soleil: 7 h. 37; coucher: 4 h. 50.

Premier quartier le 3 février.

Fête du jour. — Saint François de Sales.

Il y cent ans. — 29 janvier 1814. — Le prix du lard fourni à la garnison de Metz sera avancé par les habitants cotés au rôle de la

contribution personnelle et mobilière au-dessus de 5 francs.

**La température.** — La pression atmosphérique reste basse sur le nord de l'Europe.

Le vent est faible ou modéré des régions ouest sur les côtes de la Manche.

La température a baissé dans nos régions. Hier matin le thermomètre marquait: —35° au Spitzberg, 23° à Arkhangel, 6° à Gap, 2° à Belfort, 0° à Toulouse et à Paris, —3° à Marseille, 4° à Bordeaux, 8° à Brest, 12° à Alger.

Quelques pluies sont probables avec température voisine de la normale.

## BULLETIN METEOROLOGIQUE

(Observations faites par M. REMOISENET, à Metz)

BAROMETRE A 0°	THERMOMETRE	VENT	TEMPS
28 janv. à 4 h. soir	751.4	+ 4.0	0 Couv.
29 janv. à 8 h. matin	749.7	0°	5 Couv.

Thermomètre. — Maximum du 28: +4.0; Minimum aujourd'hui: —0.5

## CHRONIQUE MESSINE

La foire de mai.

Malgré le récent vote du Conseil municipal de Metz, qui s'est prononcé pour les places de la Comédie, de la Préfecture et de Chambre, il est très probable que la prochaine foire de mai aura lieu sur la place Royale.

## Examen de maîtrise.

Ont passé avec succès l'examen de maître: les monsigniers MM. Nicolas Eblinger et Joseph Frey, de Metz; Eugène Humbert, d'Avricourt; Nicolas Jung, de Filsdorf; Philippe Lelèvre, de Vaxy; Henri Moors, de Hof; Jean-Nicolas Mély, de Schweix; Alphonse Scher, de Metz; et Jacques Schweizer, d'Algrange. Les serruriers MM. Aixingen, d'Audun-le-Tiche; François Coile, de Metz; Paul Forstholder, de Thionville; et Guillaume Sabiniar, de Creutzwald.

## Inspection des viandes.

Ont passé avec succès l'examen d'inspecteur des viandes: MM. Frédéric Hagen, de Saint-Quirin; Jean Jager, de Diding; Joseph Ludwig, de Waldwiess; Martin Senne, de Jouy-aux-Arches; André Strobel et Alfred Tétard, de Metz.

## La nationalité des automobiles.

A l'arrière de certains automobiles on voit un grand disque blanc sur lequel on ne lit qu'une lettre en noir, deux au plus. Et ces lettres sont bien plus hautes que celles qui servent à répertoirer les voitures dans la ville où elles sont remisées.

Que signifie cette disposition peu courante?

Réponse: Cette plaque est adoptée d'un commun accord entre toutes les nations pour désigner le pays d'origine d'une automobile. Dès qu'elle doit voyager à l'étranger, une automobile française portera à l'arrière la lettre F sur un écusson blanc. Les autres pays se distinguent par les lettres ci-après:

Allemagne D, Autriche A, Belgique B, Bulgarie BG, Espagne E, Etats-Unis U.S., Grande-Bretagne GB, Grèce GR, Hongrie H, Italie I, Montenegro MN, Monaco MC, Pays-Bas NL, Portugal P, Russie R, Roumanie RM, Serbie SB, Suède S, Suisse CH.

## La presse socialiste.

Depuis plusieurs années déjà, le parti socialiste avait l'intention de fonder un organe spécial pour la Lorraine; ce plan, d'après la dernière manifestation du parti, serait près de se réaliser. Dimanche dernier, dans une conférence des délégués tenue à Stalheim, il a été décidé de créer un journal quotidien paraissant en Lorraine: cette motion due à l'initiative de M. le Dr Weill, député au Reichstag pour la circonscription de Metz, a été motivée par ce dernier.

## Extradition.

En exécution d'un mandat d'arrêt du parquet de Metz, sous l'inculpation de vols qualifiés, l'Italienne Maria Panis, 29 ans, arrêtée par la gendarmerie de Villerupt, a été conduite à Brier en attendant les formalités d'extradition.

## Condamnation.

L'individu qui, se faisant passer pour un agent du bureau de bienfaisance, se permettait des indiscrétions coupables à l'égard de femmes sur le point d'être mères, a été condamné par le tribunal échelonné à trois mois de prison; c'est un nommé Friedrich Kühn, inspecteur d'assurances au Sablon.

## Une fausse nouvelle.

La nouvelle empruntée à deux journaux messins que le sommelier Schmidt, qui a trappé le débauché Stamm d'un coup de couteau mortel, se serait suicidé dans la prison préventive, est inexacte.

## Accès de folie.

Dans l'intérêt de la sûreté publique, un agent de police, pris de démence, a dû être interné avant-hier matin à l'hospice Saint-Nicolas.